

**Compte-rendu du 1<sup>er</sup> Forum International  
Économique et Financier de Paris  
18 et 19 janvier 2007**

Ce forum de prospective avait pour but « d'accompagner les décideurs dans leur anticipation stratégique et dans l'adaptation de leur organisation aux défis à venir ».

Sept thèmes majeurs ont été abordés par des intervenants aussi bien français que de nationalité étrangère (dirigeants d'entreprise ou responsables publics, experts reconnus au niveau international, chercheurs, intellectuels...) :

- Finance
- Énergie et Environnement
- Mondialisation
- Marchés de capitaux
- Technologies et R&D
- Générations
- Société et entreprise

Quatre pays étaient à l'honneur : les BRIC (Brésil-Russie-Inde-Chine).

Extraits choisis des interventions :

### 1. Forum de la finance

#### *Faut-il s'inquiéter de l'abondance de liquidités ?*

Mr. Christian de Boissieu, Président du Conseil d'Analyse Économique.

L'abondance de liquidités s'explique par :

- Une très forte création de monnaie par les banques centrales asiatiques.
- Des politiques monétaires souples, des taux d'intérêt bas. Le crédit et la dette croissent vite.
- Des facteurs énergétiques et le recyclage des pétrodollars.

Pronostic : Cette abondance de liquidités devrait se poursuivre encore pendant deux ou trois ans sans retour de l'inflation, ni hausse des taux longs.

#### *La disparition des frontières entre Banques d'investissements ; Hedge funds, fonds de Private Equity et gestion traditionnelle*

Mr. Nicolas Pourcelet, Managing Director Lehman Brothers

Les métiers financiers se décloisonnent et les investisseurs sont à la recherche des bons actifs. Des phénomènes de bulles touchent tous les actifs et la question est de savoir si on sortira de ces bulles sans effondrement. Cela nécessitera un renforcement de l'intervention

du législateur pour plus de sécurité et de transparence ainsi qu'une sélection très forte de la part des investisseurs.

### ***Future developments in the credit Markets***

Mr. Scott Bugie, Directeur Qualité Globale Institutions financières S and P

La mondialisation financière a eu pour effets :

- Une abondance de liquidités.
- Une croissance des produits dérivés et de titrisation.
- Une croissance rapide des économies des marchés émergents (Chine, Inde, Russie).

Par ailleurs le vieillissement de la population des pays développés a entraîné un mouvement de réallocation des actifs avec une tendance à moins d'épargne et un regain d'intérêt pour les obligations par rapport aux actions

### ***Les enjeux environnementaux et sociaux et la responsabilité des investisseurs.***

Mr. Jean-Pierre Sicard, Directeur du Développement Durable Caisse des Dépôts

Les investisseurs vont au-delà de l'analyse strictement financière des valeurs. Face aux pressions exercées par la société civile, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) doit devenir un critère fondamental de la gestion d'entreprise. Les critères environnementaux et sociaux ainsi que la prise en compte de nouveaux risques sont révélateurs de la qualité du management d'une entreprise.

Nombreux sont les investisseurs qui ont déjà adopté « les principes de l'investissement socialement responsable » qui considèrent que les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) peuvent influencer sur la performance des portefeuilles d'investissement.

### ***La micro-assurance comme outil d'aide au développement.***

Mr. Michel Vaté, Professeur des universités, chercheur associé à l'Institut Thomas More

La réduction de la pauvreté n'est réelle que s'il y a une amélioration de la vie économique des pauvres mais aussi une amélioration du développement humain caractérisé par la sûreté, la propriété et la liberté.

Mr. Vaté ne parle que des initiatives de micro-assurance locales. Les grosses compagnies internationales n'ont pas leur place en la matière.

La pauvreté signifie : pas d'assurance, peu ou pas de capacités économiques, une très forte vulnérabilité face aux aléas de toutes sortes. Il faut donc d'abord s'attaquer à la vulnérabilité : c'est le propre de la micro-assurance qui permettra aux plus pauvres d'accéder à un statut moins précaire en les accompagnant tout au long de leur développement.

## 2. Forum de l'Énergie et de l'Environnement

### *Les hydrocarbures : de la géologie à la géopolitique*

Mr. Olivier Appert, Président de l'Institut Français du Pétrole

Le temps de l'énergie « bon marché » est révolu en raison de l'explosion de la demande. Si nous continuons à consommer de l'énergie au même rythme qu'aujourd'hui les réserves sont de 40 ans pour le pétrole et de 60 ans pour le gaz. Aujourd'hui, la technique ne permet de récupérer que 35 % du pétrole en place. Mais de nouvelles techniques de récupération des hydrocarbures reconnues crédibles pourront permettre d'envisager de doubler la durée des réserves permettant ainsi une transition énergétique possible dans de bonnes conditions. Ces nouvelles techniques de récupération devront prendre aussi en compte les contraintes environnementales.

Le principal problème de l'approvisionnement mondial en hydrocarbures est donc plus d'ordre géopolitique que géologique. Le monde dépend de réserves pétrolières et gazières localisées dans des pays où la stabilité politique n'est pas assurée.

### *World Energy Outlook and the Role of Nuclear Energy*

Mr. Noé Van Hulst, Directeur Agence Internationale de l'Énergie (IEA)

Les pays les plus demandeurs d'énergie sont la Chine et l'Inde, ce phénomène est lié à leur forte croissance. Un exemple : en Chine, pour permettre de soutenir la croissance actuelle, il faut construire l'équivalent d'une centrale électrique par jour.

Or les centrales électriques en Chine sont grandes consommatrices de charbon d'où des émissions de CO<sub>2</sub> énormes. Le développement ne sera donc plus durable à terme. L'IEA réfléchit donc à la mise en place d'un scénario alternatif qui serait un mixte énergétique stable entre énergies renouvelables et nucléaire. Ce scénario rencontre une vive opposition politique chez certains (Allemagne...) mais un recours au nucléaire permettrait une diminution significative des émissions de CO<sub>2</sub>.

### *Le marché européen du CO<sub>2</sub> et ses implications*

Mr. Jean-François Conil-Lacoste, Directeur Général Powernext SA

Saint-Exupéry : « la Terre, nous l'empruntons à nos enfants ».

Le changement climatique est le défi politique et économique majeur de ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Ce défi fait face à trois contraintes liées :

- Contrainte CT nationale : encourager la compétitivité industrielle.
- Contrainte MT européenne : assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique.
- Contrainte LT mondiale : lutter contre le changement climatique.

Les signataires européens du protocole de Kyoto ont eu recours aux mécanismes du marché pour limiter les émissions de gaz à effet de serre : c'est le marché du CO<sub>2</sub>. Les sites industriels doivent « pour avoir le droit de polluer l'atmosphère » en rejetant une tonne de CO<sub>2</sub> acheter un permis « le quota ». L'Union européenne fixe les quotas.

Plus de 11 000 sites industriels sont concernés par ces quotas d'émission qui ne peuvent pas être reportés d'une période à l'autre. Ce marché vise à diminuer à terme ces émissions et donc à lutter contre le réchauffement.

Le prix de la tonne de CO<sub>2</sub> est fixé aujourd'hui généralement entre 16 et 18 euros. Il est lié à différentes variables :

- Conditions météorologiques
- Prix relatif des autres énergies
- Croissance économique
- Niveau de la contrainte carbone

L'efficacité de ce marché est unanimement reconnue.

### **3. Forum de la mondialisation**

#### ***Quelques pistes pour la relance de la construction européenne***

Mr. Yves-Thibault de Silguy, Président du conseil d'Administration du groupe Vinci

Son constat est sans appel : l'Europe est sans constitution, sans projet, sans frontière et sans moteur. Elle se caractérise par un immobilisme ambiant. Les institutions européennes éprouvent de grandes difficultés :

Pour les Cassandre, cette situation est le fruit de la Babélisation de l'Europe et l'avenir n'est guère prometteur.

Pour les optimistes dont il fait partie, il faut relancer l'Europe avec un renforcement de l'alliance franco-allemande. La relance se fera par l'économie.

Il rappelle que l'Europe est la première puissance commerciale mondiale et représente 31 % du PIB mondial. L'Euro est la deuxième monnaie mondiale et voit sa fonction de monnaie de réserve internationale s'accroître (cf. Décision iranienne récente...). De ce fait, l'Europe finira par dissuader les États-Unis de faire financer leurs déficits par le reste du monde.

#### ***L'Europe et ses entreprises : la fin des complexes***

Mr. Jean-Paul Picard, Directeur général Deloitte France

Il a présenté un tableau plutôt flatteur des grandes entreprises européennes. L'Europe a connu les plus forts taux de progression du nombre de ses grandes entreprises sur la période 2002-2004 : +13 % contre 11 % pour les États-Unis

Sur les 500 plus grandes entreprises mondiales, 184 proviennent de la zone Europe, Moyen-Orient, Afrique contre 194 pour les États-Unis et 122 pour l'Asie.

Les entreprises européennes ont un atout majeur : leur capacité culturelle à se développer en dehors de leur pays d'origine. La gouvernance d'entreprise y est très internationale.

### **L'Europe : quels avantages compétitifs**

Mme. Concetta Lanciaux, Conseiller de Mr. Arnault, Président de LVMH

Elle compare l'Europe à une marque de luxe. L'avantage compétitif de l'Europe au niveau mondial est lié à la fabrication de produits de haute qualité héritée de fortes traditions culturelles et liée à une créativité reconnue ainsi qu'à un haut niveau d'éducation.

Cet avantage compétitif demeurera tant que l'innovation sera préservée pour lutter contre la montée en puissance des pays émergents.

Elle a insisté parallèlement sur le danger des délocalisations à outrance : l'innovation n'est possible que si la proximité entre les sites production et l'innovation est maintenue.

La solution se trouve donc au sein de l'Europe en créant des fédérations d'entreprises qui renforceront les moyens d'action de ces entreprises tout en conservant leur spécificité. La cohésion au sein de l'Europe doit donc être notre première préoccupation afin de maintenir cet avantage compétitif.

Il faut améliorer la mobilité physique et intellectuelle, renforcer l'Europe économique et mettre un frein aux lourdeurs administratives.

### **L'arrêt des négociations du cycle Doha**

Mme. Christine Lagarde, Ministre déléguée au commerce extérieur

Les relations économiques internationales sont au point mort. Mme Lagarde est très pessimiste sur la capacité à débloquer les négociations du cycle de Doha à court terme :

La mondialisation s'est accélérée tout azimut avec de grandes inégalités entre les pays et même au sein des pays (cf. Croissance des différentes régions de Chine). Pour relancer les négociations, il faut assurer un développement économique gagnant-gagnant, un développement des relations commerciales régionales et/ou bilatérales ainsi que des sanctions fortes pour le non-respect des règles (*dumping*, *copiage*...).

Enfin, elle a insisté sur le fait que selon la Banque Mondiale, 50 % des gains de croissance des pays du Sud proviennent du commerce Sud-Sud : les conditions d'échange entre les pays du Sud doivent être revues.

## **4. Forum des marchés de capitaux**

### **L'investissement socialement responsable**

Mme. Perrine Dutronc, Managing Director Innovest Strategic Value Advisors

L'investissement socialement responsable doit répondre aux attentes des investisseurs, c'est-à-dire la rentabilité.

En France, les investisseurs ont opté pour l'Investissement "*Best in class*". Il faut assurer une performance au moins égale à celle du marché en investissant à la fois sur la base de critères financiers classiques (analyse financière stricte) et de critères extra-financiers dans lesquels sont pris en considération des informations sociétales, environnementales et de gouvernance.

L'investissement socialement responsable apporte donc plus qu'une simple performance financière puisqu'il incite les sociétés cotées à avoir une démarche responsable.

## 5. Forum des technologies et de la R&D

### ***Les nanotechnologies : acceptation ou rejet de la société civile ?***

Mme. Claire Tutenuit, Déléguée générale Entreprises pour l'Environnement Epe.

L'Epe regroupe 40 grandes entreprises qui ont lancé des travaux communs sur l'impact des nanotechnologies sur la société, l'environnement...

Les nanotechnologies :

- représentent une avancée technologique de premier ordre
- engendreront des bénéfices importants au regard des champs d'application considérables
- créeront des marchés nouveaux

De ce point de vue, le développement des nanotechnologies est synonyme d'avantages en terme économique.

Cependant des risques encore mal mesurés pourraient se développer au niveau sanitaire et environnemental. Peu de R&D sur les risques.

La démarche de l'Epe a donc consisté à prendre en compte l'opinion de la société civile sur le développement des applications et sur les risques des nanotechnologies.

La conclusion de l'enquête est la suivante :

Il faut poursuivre le développement des nanotechnologies tout en :

- rassurant la société civile par des études à LT
- renforçant la protection des salariés
- coordonnant la recherche (augmentation des budgets)
- assurant l'objectivité des études d'impact
- informant les consommateurs

## 6. Forum Société et entreprise

### ***Le développement durable : intérêt commun de la société et de l'entreprise***

Mme. Elisabeth Pastore-Reiss, Fondatrice de Ethicity.

« Greens get gold »

Aujourd'hui, 413 entreprises françaises ont signé le « Global Compact ». Ce pacte a pour objectif de permettre à tous les peuples de la planète de bénéficier des avantages de la mondialisation et d'ancrer les marchés mondiaux à des valeurs et pratiques indispensables pour répondre aux besoins socioéconomiques.

Le développement durable a le vent en poupe pour plusieurs raisons :

- Enjeux environnementaux très importants. La France est au 9<sup>ème</sup> rang mondial en matière de normes
- Enjeux sociaux impactant la vie quotidienne des français. Intégration des minorités, audits sociaux...
- Poids des actionnaires qui demandent une vraie démarche Développement durable aux entreprises

- Poids des clients « consommateurs responsables »
- Droit de regard de la société civile à travers les ONG, les associations de consommateurs

On assiste à la prise de pouvoir de la société civile.

### **Conclusion :**

Il faut dépasser les freins culturels, avancer pas à pas de façon concertée entre les différentes parties prenantes (*stakeholders*). Dans ces conditions, le développement durable sera une force pour l'Europe et les entreprises.

### ***Immigration-Emigration et intégration sociale***

Mme. Dominique Schnapper, EHESS-Membre du Conseil Constitutionnel.

L'immigration est un phénomène normal. +- 200 millions de personnes vivent dans un pays autre que leur pays d'origine.

La politique d'intégration est la seule politique possible pour entretenir le lien social qui souffre de :

- un assistantat trop important,
- une ségrégation spatiale notable,
- une opposition jeunesse-vieillesse très marquée,
- une opposition public-privé,
- un patriotisme affaibli
- un relâchement des mœurs,
- une inégalité des statuts homme-femme.

Cette politique d'intégration ne doit en aucune façon faire de concession au religieux : la séparation du politique et du religieux doit être clairement signifiée. Il faut faire respecter les valeurs collectives démocratiques.

L'entreprise est le lieu privilégiée de l'intégration car le poste de travail est universel sans relation avec l'origine ethnique. Il ne s'agit pas d'ignorer la discrimination : elle existe à l'embauche mais le phénomène a tendance à se tasser par la suite.

Il faut accroître la diversité au sein des entreprises sans instaurer de discrimination positive avec des quotas à respecter. Il faut lutter contre la discrimination négative.

## **7. Conclusion du Forum**

Il appartenait à Mr. Christian de Boissieu d'apporter une conclusion à cette première édition du « Forum international économique et financier de Paris ».

- Réussir la mondialisation nécessitera une approche « polytechnicienne » : la combinaison de savoirs et une approche multidisciplinaire.

- La mondialisation se traduira par de nombreux atouts à LT alors qu'aujourd'hui, elle semble surtout se traduire en inconvénients. C'est le rôle de la prospective : voir plus loin
- La gouvernance mondiale ne peut plus s'envisager à 7 ou à 8 avec la Russie. Les BRIC et les pays émergents doivent être reconnus comme acteurs majeurs de cette mondialisation. Seule la concertation de tous permettra de relancer les négociations internationales.

Carole Yvert, UCL